EDWY PLENEL

DIRECTEUR DE
MEDIAPART

LA VALEUR DE L'INFORMATION

Suivi de

Combat pour une presse libre

DON QUICHOTTE

La Valeur de l'information

Edwy Plenel

La Valeur de l'information

suivi de

Combat pour une presse libre

Don Quichotte éditions

www.donquichotte-editions.com

© Don Quichotte éditions, une marque des éditions du Seuil, 2018

ISBN : 978-2-35949-718-2

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Aux cofondateurs,
François Bonnet,
Laurent Mauduit
et Marie-Hélène Smiejan-Wanneroy,
sans qui Mediapart n'aurait jamais existé.

À toute l'équipe de Mediapart
sans laquelle ce journal n'aurait pas survécu.

« Parler de liberté n'a de sens qu'à condition que ce soit la liberté de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre. »

George Orwell, préface inédite
à *La Ferme des animaux* (1945)

Un média à part

Plutôt misérable que plagiaire… On ne connaît que deux interviews de Paul Gauguin à la presse, toutes deux données à *L'Écho de Paris*, l'une en 1891, avant son premier départ pour Tahiti, l'autre en 1895, avant son second et définitif départ pour la Polynésie. C'est en visitant, à l'automne 2017, l'exposition consacrée au peintre alchimiste par le Grand Palais à Paris que je les ai découvertes, opportunément exhumées par L'Échoppe, une discrète maison d'édition. Alors qu'au même moment une méchante tempête médiatique et politicienne s'abattait sur Mediapart, voué aux gémonies dans un tohu-bohu où se liguaient les intolérances de l'époque et les jalousies de la concurrence, les toiles de Gauguin me sont apparues comme une échappée belle, envie d'ailleurs, de fuir cette violence et cette injustice pour retrouver un peu de calme et de bonté.

Dans la seconde de ces deux interviews, ce voyant qui voulait « vivre en sauvage », cherchant un lieu « où la vie matérielle peut se passer d'argent », explique avec vigueur combien la radicale nouveauté de son art

– ses chiens rouges, ses ciels roses, ses beautés lointaines… – se veut un retour aux sources, une renaissance de l'authentique tradition, bousculant les préjugés du conservatisme, ses convenances repues et ses fausses évidences qui ont toujours servi à enfermer la création, figer l'intelligence, immobiliser l'humanité. C'est alors qu'il livre cette confidence : « Je suis parfaitement résigné à demeurer longtemps incompris. En faisant ce qui a déjà été fait, je serais un plagiaire et me considérerais comme indigne ; en faisant autre chose, on me traite de misérable. J'aime mieux être un misérable qu'un plagiaire ! »[1]

À l'orée du dixième anniversaire de Mediapart, ce journal en ligne que nous avons créé le 16 mars 2008 dans l'incrédulité générale tant il venait contredire toutes les vulgates dominantes, à tel point qu'il n'avait alors aucun équivalent dans le monde, le cri du cœur de Gauguin m'accompagne comme un drôle de regret. Je me demande en effet s'il n'eût pas mieux valu ajouter l'échec à l'incompréhension… La question est évidemment toute théorique tant nous ne regrettons pas d'avoir fait la démonstration que la presse pouvait renaître avec le numérique, que le journalisme pouvait être rentable et qu'un journal pouvait vivre du seul soutien de ses lecteurs, dans une totale indépendance des pouvoirs politiques et des puissances économiques. Mais il

1. Paul Gauguin, *Plutôt misérable que plagiaire*, L'Échoppe, 2017, p. 26.

m'arrive parfois de penser que réussir est un fardeau quand créer était une joie.

Premier média en ligne à s'être affirmé comme un journal à part entière, au point d'obliger l'État français à reconnaître, en 2009, par un décret de la République, que la presse ne s'identifiait pas au support papier[1], Mediapart fut aussi le premier site d'information généraliste à défendre un modèle payant[2], sur abonnement mensuel ou annuel, alors que, sous toutes latitudes, analystes, économistes et professionnels ne croyaient qu'au modèle gratuit, autrement dit à une gratuité financée par la publicité. Dix ans après sa création, notre journal affiche, depuis plusieurs exercices annuels, une rentabilité unique dans le secteur (un résultat net supérieur à 16 % du chiffre d'affaires) grâce à la fidélité de ses abonnés payants. Contrairement à la plupart des médias, il refuse toute recette publicitaire et n'accepte aucune subvention publique, ne dépendant ainsi ni du marché commercial ni de la puissance étatique.

Une indépendance économique radicale que résume son slogan : « Seuls nos lecteurs peuvent nous acheter ».

1. Par le décret n° 2009-1340 du 29 octobre 2009, la presse en ligne s'est vue attribuer la même reconnaissance que la presse sur papier, siégeant dès lors à la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP). Jusqu'en 2015, j'y fus le premier représentant de la presse numérique, au nom du Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (SPIIL), créé à cette occasion, dont Mediapart est l'un des membres fondateurs et dont j'étais alors le secrétaire général.
2. Deux mois avant Mediapart, en janvier 2008, Daniel Schneidermann avait lancé sur le même modèle économique le site Arrêt sur images dont l'ambition, plus spécialisée, est de se consacrer à la déconstruction des narrations médiatiques sur tous supports.

Avec aujourd'hui plus de 140 000 abonnés – chiffre qui est monté à près de 150 000 courant 2017 – Mediapart s'est imposé en challenger de la presse imprimée traditionnelle par la qualité, l'originalité et la diversité de ses contenus, tout en l'obligeant à se remettre en cause sur Internet, notamment dans son modèle économique[1]. La croissance régulière de son public – une moyenne d'un peu plus de 10 000 abonnés chaque année – s'accompagne d'une audience importante, pouvant aller jusqu'à trois millions de visiteurs uniques mensuels, Mediapart ayant aussi fait la démonstration que le modèle payant, loin d'être un mur infranchissable, n'était pas incompatible avec une fréquentation importante, symbole d'une forme de gratuité démocratique de l'échange et du partage[2].

Quand, le 2 décembre 2007, nous annoncions notre projet, depuis un obscur et poussiéreux atelier qui nous hébergeait dans le XI^e^ arrondissement de Paris, jamais

1. La comparaison pertinente est avec la presse quotidienne nationale (PQN), Mediapart étant un quotidien en ligne, diffusé sept jours sur sept, avec trois éditions par jour (deux le week-end). En octobre 2017, selon leurs déclarations déposées à l'OJD, les moyennes de la diffusion payée individuelle en France des quotidiens nationaux étaient les suivantes, chiffres additionnant éditions imprimées et éditions numériques : *Le Monde* : 247 525 ; *Le Figaro* : 236 994 ; *Libération* : 50 790 ; *Les Échos* : 94 542 ; *La Croix* : 82 366. Pour *L'Humanité*, les données disponibles remontent à juin 2017 et donnent une moyenne de 32 491. Ces chiffres n'incluent pas les ventes dites « en nombre » qui correspondent à des exemplaires offerts à prix bradés, voire gratuits, afin d'augmenter artificiellement la diffusion (par exemple, les compagnies aériennes).
2. Le Club participatif de Mediapart, où ses abonnés tiennent leurs blogs, est en accès libre, tout comme la lecture des titres et résumés des articles de son Journal payant. Par ailleurs, chaque abonné de Mediapart peut offrir à autant d'amis qu'il le souhaite la consultation gratuite d'un article du Journal.

nous ne pensions en arriver jusque-là. Si nous savions où nous allions, nous n'imaginions pas où cela nous mènerait, à l'instar du marcheur du poète Antonio Machado : *Caminante, no hay camino/Se hace camino al andar* (« Toi qui marches, il n'y a pas de chemin/Le chemin se fait en marchant »). Nous voulions simplement ouvrir un chemin de résistance afin de redonner du courage à une profession dont le métier est au cœur de la vitalité démocratique – car au service de deux de ses droits fondamentaux : le droit de savoir et la liberté de dire – quand s'amoncelaient les nuages avertisseurs des orages à venir. C'était l'époque des crises d'indépendance des deux seuls quotidiens nationaux encore économiquement contrôlés par leurs équipes, *Le Monde* et *Libération*, qui allaient bientôt tomber dans l'escarcelle d'industriels extérieurs aux métiers de l'information. La suite est connue : l'immense majorité des médias privés français est désormais entre les mains de ces industriels, notamment du luxe, de l'armement et de la téléphonie, généralisant ainsi cette « presse d'industrie » contre laquelle mettait en garde le fondateur du *Monde*, Hubert Beuve-Méry, cette presse qui fait toujours en sorte qu'on ne touche jamais aux intérêts de ses actionnaires[1].

1. Hubert Beuve-Méry, « Du *Temps* au *Monde* ou la presse et l'argent », Les conférences des Ambassadeurs, 24 mai 1956. La « presse d'industrie » est cette presse où « il suffit que l'information n'aille pas porter quelque préjudice à des intérêts très matériels et très précis ou, à l'occasion, qu'elle les serve efficacement ».

Mais, au-delà des spécificités françaises, celles d'une presse structurellement fragile, sous perfusion de subventions étatiques et sous dépendance de mécènes intéressés, s'il est un secteur que la révolution numérique a radicalement bouleversé à l'échelle du monde, c'est évidemment celui de l'information, plongé dans une crise aussi durable que profonde. D'abord, ses professionnels ont perdu leur monopole : les journalistes sont concurrencés par la libre expression des réseaux sociaux, la pertinence de leur travail est contestée par l'expertise citoyenne, la perte de confiance avec le public s'accroît, la contestation populaire des médias grandit et les lanceurs d'alerte bousculent le conformisme médiatique. Ensuite, ses entreprises ont perdu leur superbe : rachats et concentrations se sont multipliés, livrant le secteur à des intérêts privés, augmentant ainsi les conflits d'intérêts et mettant à mal l'indépendance des rédactions, tandis que la domination sans frontières des géants mondiaux de l'industrie numérique semble irréversible. Surtout, sa matière première a perdu de sa valeur : dévaluée par le modèle économique de la gratuité publicitaire qui s'est imposé sur le Net, la production de vérités factuelles est concurrencée par l'affrontement des opinions et des préjugés, la réalité devenant dès lors relative et cédant la place aux émotions et aux sentiments, parmi lesquels les peurs et les haines.

Tel est le contexte général de cette décennie durant laquelle Mediapart s'est affirmé comme étant résolument

à part, son invention ne relevant pas de l'imitation, encore moins du plagiat, puisqu'il n'avait ni précédent ni modèle. Journal tout à la fois numérique, indépendant, participatif et payant, nous l'avions conçu comme l'on imagine un prototype en laboratoire afin de vérifier des hypothèses et de valider une démonstration. En l'occurrence, le prototype de ce que pourrait être une nouvelle presse de qualité au siècle de l'ère digitale, celui d'une information sans frontières, échangée et partagée dans l'horizontalité inédite d'un espace public démultiplié dont professionnels et amateurs, journalistes et citoyens, reconnus ou anonymes, sont tous ensemble acteurs. Notre but était précisément de défendre la valeur, dans toutes ses dimensions, celle de notre métier comme celle des finalités qui le légitiment : valeur de l'information, valeur de l'enquête, valeur du journalisme, valeur du participatif, valeur de la démocratie, valeur d'un public, valeur d'une entreprise, etc. C'est ainsi que, paradoxalement, nous ne cherchions pas tant à réussir qu'à démontrer : prouver que, sur Internet, ses divers supports et ses multiples réseaux, la presse pouvait renouer avec le meilleur de sa tradition et parvenir à vivre du seul soutien de ses lecteurs.

Si nous avons pu paraître donneurs de leçons, c'était le malentendu que peut créer l'insolence de la liberté et l'arrogance du bonheur. Liberté insigne de faire notre métier comme nous l'entendions, sans autres contraintes que celles que nous nous donnions collectivement.

Bonheur enthousiaste de s'engager autour d'un idéal partagé, en l'occurrence cette conviction radicalement démocratique que, sans information libre, rigoureuse et pluraliste, sans respect du droit à être informé comme liberté fondamentale, les citoyens sont des aveugles qui peuvent voter pour leur pire ennemi ou leur pire malheur, prisonniers des propagandes ou des idéologies dont les avatars contemporains, *alternative facts* (faits alternatifs) et *post-truth* (post-vérité), assument sans vergogne de vouloir remplacer la vérité par le mensonge[1]. Joie collective aussi de soulever des lièvres – et quels lièvres ! – dans l'espoir tenace que la société se mobilise pour les attraper.

En dix ans, Mediapart aura imposé dans le débat public nombre de questions ignorées ou de sujets délaissés, de la fraude fiscale au harcèlement sexuel en passant par la corruption mafieuse. Combien de batailles a-t-il fallu mener, sans faiblir, pour imposer des informations d'intérêt public que l'essentiel des médias dédaignaient ou contestaient ! Se souvient-on encore du discrédit jeté par certains d'entre eux, et non des moindres, sur notre reprise, en 2010, des enregistrements de l'affaire Bettencourt ? Sans parler de ceux qui nous réclamaient, fin 2012 et début 2013, des « preuves » dans l'affaire Cahuzac en refusant d'admettre la solidité des faits

1. Cet enthousiasme bravache inspire notre Manifeste, publié en 2009, *Combat pour une presse libre*. Il est intégralement repris ici, page 113.

que nous avions mis au jour. Et que dire de notre long combat solitaire dans l'affaire libyenne, qui met en cause l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy ? Sept bonnes années d'une enquête, commencée à l'été 2011, dont quatre de procédure judiciaire face à l'accusation ignominieuse de « faux et usage de faux », pour que le reste de la profession commence, enfin, à prendre en considération l'ampleur du scandale et la véracité de nos révélations. Emblématiques de la décennie Mediapart, ces trois affaires montrent aussi combien, à armes inégales, il a fallu que nous nous battions sur le terrain judiciaire pour imposer la légitimité et le sérieux de nos informations[1].

En somme, nous voulions d'abord faire au mieux notre métier et avoir cette satisfaction de l'ouvrage bien fait. Le succès est venu de surcroît, au point de me sembler aujourd'hui un embarras, maintenant que le plaisir de la conquête s'éloigne. Car cette réussite solitaire d'un média à part aiguise les désirs de revanche de tous ceux qu'elle a dérangés ou contredits, bousculés ou démentis, exaspérés ou démasqués. Ils sont nombreux, et c'est compréhensible, puisque, en réhabilitant l'investigation comme le cœur du métier – ou, plus simplement, l'enquête, cette quête de la nouvelle inédite qui, parce

1. J'ai repris, en annexes, trois articles qui résument les enjeux et les défis de ces trois affaires qui ont marqué l'aventure de Mediapart (voir p. 187, 209, 225). Fabrice Arfi et Fabrice Lhomme sont les auteurs des révélations de l'affaire Bettencourt ; Fabrice Arfi a mené seul l'enquête de l'affaire Cahuzac ; Fabrice Arfi et Karl Laske suivent ensemble la piste libyenne depuis l'été 2011.

qu'elle surprend, réveille et éveille – Mediapart n'a cessé, par ses révélations tous azimuts, de faire grossir l'armée de ses détracteurs, sur tout l'éventail politique et dans tous les milieux économiques. On ne peut pas se vouloir Robin des Bois du journalisme, revendiquer de prendre aux puissants des informations qu'ils cachent afin de les livrer au peuple, qui a le droit de les connaître, et s'étonner ensuite d'avoir quelques shérifs et nombre de mercenaires à ses trousses.

Voici donc venu le temps des adversités cumulées où certains s'activent à nous faire trébucher, montant de faux procès ou lançant d'improbables cabales, tandis que d'autres les laissent faire, par intérêt ou par indifférence. Pourquoi s'en plaindre tant ce n'est que la rançon, sinon de la gloire, du moins de l'exploit ? Autant le misérable de Gauguin, faisant pitié, peut espérer des solidarités, autant le succès de Mediapart, qui, à l'inverse, fait envie plutôt que pitié, l'empêche d'invoquer la fragilité ou la faiblesse pour rameuter les soutiens. Il faut donc faire face, et cet essai en forme de premier bilan voudrait convaincre ses lectrices et ses lecteurs qu'il ne s'agit pas tant de défendre un journal que de sauvegarder un principe.

De nos jours, sous toutes latitudes, la haine du journalisme ne s'est jamais aussi bien portée. Dans des contextes politiques différents, l'États-Unien Donald Trump, le Turc Recep Erdogan, le Russe Vladimir Poutine, le Chinois Xi Jinping, l'Israélien Benjamin

Netanyahou, pour ne citer que les symboles internationaux les plus notables d'une tendance générale aux replis autoritaires et identitaires, partagent leur détestation de cette liberté irréductiblement indocile qu'incarne un journalisme digne de ce nom, c'est-à-dire fidèle à sa mission première, le service exclusif du public et de son droit de savoir. Dans ce registre, leurs semblables français sont légion, dans une diffusion transpartisane d'un illibéralisme tricolore[1] plus soucieux d'ordre que de liberté, adepte d'institutions verticales plutôt que d'une démocratie délibérative, préférant l'uniformité au pluralisme, tout comme il ne se résout pas à admettre la diversité de notre peuple, la pluralité de ses cultures, la dignité de ses minorités.

S'alarmant du possible surgissement de nouvelles tyrannies modernes, à force de dépossession démocratique et de prévarication oligarchique plongeant les peuples dans l'impuissance et les livrant au ressentiment, l'historien américain Timothy Snyder nous enjoint de « croire à la vérité ». « Abandonner les faits, écrit-il, c'est abandonner la liberté. Si rien n'est vrai, nul ne peut critiquer le pouvoir faute de base pour le faire. Si rien n'est vrai, tout est spectacle. Le portefeuille le

1. Dans une communication sur les « Fondements et problèmes de l'"illibéralisme" français », Pierre Rosanvallon le définit ainsi : « On peut caractériser en une première approximation l'illibéralisme de la culture politique française par sa vision moniste du social et du politique ; une de ses principales conséquences étant de conduire à une dissociation de l'impératif démocratique et du développement des libertés. » (Académie des sciences morales et politiques, 15 janvier 2001).

mieux garni paie les lumières les plus aveuglantes[1]. » L'avènement de ce nouvel âge démocratique qu'appelle la révolution numérique n'est donc en rien garanti. Tout au contraire, l'innocence pionnière cède le pas à une inquiétude salutaire. Les promesses libératrices – horizontalité, participation, délibération, transparence, autonomie, accessibilité, partage et échange… – ne sont pas seulement mises à rude épreuve : plus essentiellement, elles affrontent le risque d'une contre-révolution qui donnerait la main aux plus forts et aux plus riches, c'est-à-dire aux États qui surveillent et aux financiers qui spéculent, avec pour allié commun des techniques asservies à leur pouvoir et à leur avidité, au lieu d'être mises au service d'une extension et d'un approfondissement de la démocratie.

La jeune et brève histoire de Mediapart fait partie de ces nombreuses volontés citoyennes qui résistent à ce sombre scénario, refusant l'inéluctabilité de cette régression sans, pour autant, l'exclure. Si novatrice soit-elle, ce n'est sans doute qu'une contribution parmi d'autres. Mais j'ai voulu en tirer quelques enseignements utiles à toutes les bonnes volontés qui cherchent les voies d'une refondation démocratique de l'écosystème médiatique en inventant des réponses nouvelles à la crise d'indépendance et de qualité de l'information.

1. Timothy Snyder, *De la tyrannie. Vingt leçons du xx^e siècle*, Gallimard, 2017, p. 53.

Mon seul souci est que nous soyons à la hauteur du défi que doivent affronter nos démocraties, qui, à force de se laisser dépérir, prennent le risque de se renier.

Car la défaite du journalisme annonce toujours le recul de la liberté.

1.

La liberté est un combat